

Étude théorique des mécanismes mobilisés par le système bancaire marocain en période de crise covid-19

Theoretical study of the mechanisms mobilized by the Moroccan banking system in times of the covid-19 crisis

Mohammed Alae MOURAI, (Doctorant)

Laboratoire de Recherches en Economie et Gestion

Faculté Polydisciplinaire Khouribga

Université Sultan Moulay Slimane de Beni-Mellal, Maroc

Khalid HERRADI, (Enseignant-Chercheur, PH)

Laboratoire de Recherches en Economie et Gestion

Faculté Polydisciplinaire Khouribga

Université Sultan Moulay Slimane de Beni-Mellal, Maroc

Adresse de correspondance :	Faculté Polydisciplinaire Khouribga Université Sultan Moulay Slimane
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	MOURAI, M. A., & HERRADI, K. (2023). Étude théorique des mécanismes mobilisés par le système bancaire marocain en période de crise covid-19. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 4(2-1), 415-430. https://doi.org/10.5281/zenodo.7868418
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: March 20, 2023

Accepted: April 26, 2023

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 4, Issue 2-1 (2023)

Étude théorique des mécanismes mobilisés par le système bancaire marocain en période de crise covid-19

Résumé

L'année 2020 a été marquée par une profonde récession économique liée à la pandémie de Covid-19, qui n'a pas manqué d'impacter les indicateurs du système bancaire marocain, largement souffert des effets négatifs de la pandémie par la rationalisation des crédits, la hausse des impayés, la chute des liquidités, ainsi la baisse importante de sa marge bénéficiaire, car les réseaux bancaires ont risqué de voir chuter leurs revenus sur plusieurs activités, dont la banque d'investissement, la gestion d'actifs et la banque de financement, cette situation a créé un environnement incertain, qui a rappelé la crise financière de 2008.

Malgré que le Produit Net Bancaire (PNB) des banques marocaines a connu une baisse remarquable en plus de l'évolution du coût du risque, mais le secteur bancaire marocain a réussi une deuxième fois à surmonter la crise engendrée par la propagation de la pandémie covid-19 grâce aux règles prudentielles imposées par la banque centrale.

En égard à ce qui précède, l'objet de cet article est de décrire les différents canaux de transmission du choc covid-19 au secteur bancaire marocain, tout en essayant de proposer certaines recommandations pour assurer une meilleure reprise de l'activité bancaire à la fin de cette crise sanitaire.

Mots clés : Secteur bancaire ; Crise sanitaire ; Covid-19 ; Risque bancaire

Classification JEL : G21, G33

Type de l'article : Article théorique

Abstract

The year 2020 was marked by a deep economic recession linked to the Covid-19 pandemic, which did not fail to impact the indicators of the Moroccan banking system, which suffered greatly from the negative effects of the pandemic through the rationalization of credits, the rise in non-payments, the fall in liquidity, as well as the significant drop in its profit margin, because the banking networks risked seeing their income fall in several activities, including investment banking, asset management and banking financing, this situation has created an uncertain environment, reminiscent of the 2008 financial crisis.

Although the Net Banking Product of Moroccan banks has experienced a remarkable decline in addition to the evolution of the cost of risk, but the Moroccan banking sector has succeeded a second time in overcoming the crisis caused by the spread of the covid-19 pandemic thanks prudential rules imposed by the central bank.

In view of the above, the purpose of this article is to describe the different transmission channels of the covid-19 shock to the Moroccan banking sector, while trying to propose some recommendations to ensure a better recovery of banking activity in the future. end of this health crisis.

Keywords: banking sector; health crisis; Covid-19; Banking risk

JEL Classification: G21, G33

Paper type: Theoretical Research

Introduction

Une crise sanitaire sans précédent qui a commencé à Wuhan, fin 2019, qu'elle a balayé le monde entier. La pandémie s'est rapidement propagée dans tous les pays du monde, provoquant un nombre important des contaminés et de morts, conduisant la plupart des pays à ordonner des restrictions sur leurs populations, dont le Maroc qui a rapidement commencé à instaurer des mesures de confinement et de distanciation à partir de la mi-mars 2020.

La crise sanitaire provoquée par la Covid-19 a rapidement déclenché une crise économique d'une ampleur sans précédent : la moitié de la population mondiale était confinée au plus fort de l'épidémie, les chaînes de la production et de consommation se sont arrêtées à l'exception de certains biens et services essentiels, dont l'activité bancaire que malgré les règles prudentielles imposées par les autorités pour lutter contre la propagation de la pandémie.

En effet, cette crise a impacté tous les secteurs économiques, cependant le secteur bancaire est désormais dans une position financière et prudentielle plus solide, car après la crise des subprimes, les banques disposent de meilleures sources de financement, de ratios d'endettement plus faibles, d'importantes réserves de liquidités et de plus de fonds propres, il est à noter que par rapport à 2008, le secteur bancaire fait face à une situation très différente avec cette crise, parce que le ratio de fonds propres des banques à l'époque se situait en moyenne entre 6% et 7%, donc deux fois plus élevé aujourd'hui. En contrepartie leurs marges bénéficiaires ont connu une baisse importante, car les réseaux bancaires ont risqué de voir chuter leurs revenus sur plusieurs activités, dont la banque d'investissement, la gestion d'actifs et la banque de financement. Ainsi l'augmentation des risques qui concernent les crédits pour les petites et moyennes entreprises et la réalisation des contre-performances sans précédent sur les marchés financiers. Le secteur bancaire a largement souffert des effets négatifs de la pandémie par rationalisation des crédits, hausse des impayés, chute des liquidités.

Le secteur bancaire joue un rôle vital dans le système économique. En agissant comme intermédiaire entre les détenteurs de capitaux et les bailleurs de fonds, il participe au financement de l'économie, maintenir les taux d'intérêt et combler les déficits budgétaires.

Pendant la période de crise, les banques marocaines ont réalisé de fortes actions pour soutenir l'économie, car les pouvoirs publics ont demandé leur contribution pour le maintien du financement de l'économie, notamment en accordant des prêts aux entreprises confrontées à de fortes difficultés de trésorerie, dans le cadre de plusieurs programmes notamment « Daman Oxygène » et « auto entrepreneur ».

L'objet de ce papier est d'analyser d'emblée, les implications de la pandémie Covid-19 sur le secteur bancaire marocain, en se basant sur une méthodologie d'analyse descriptive, ensuite de discuter l'ensemble des mesures prise par la banque centrale pour assurer la résistance du secteur pour faire face à la crise économique engendrée par la pandémie covid19.

Pour cela nous allons essayer par cet article de répondre aux interpellations suivantes :

- Quel est l'impact de la crise sanitaire covid-19 sur le secteur bancaire ?
- Jusqu'à quel niveau le secteur bancaire marocain a été impacté par cette crise ? et quelles sont les mesures prises par le secteur ?
- Quelles sont les actions à prendre par le secteur bancaire marocain après la crise sanitaire ?

Pour répondre à toutes ces questions, nous allons commencer tout d'abord par présenter l'impact et les conséquences de la crise sanitaire sur le secteur bancaire marocain, par la réalisation d'une étude descriptive pour mesurer l'impact de la crise sur le secteur bancaire marocain, et quelles sont les principales mesures prises par le secteur, enfin nous allons

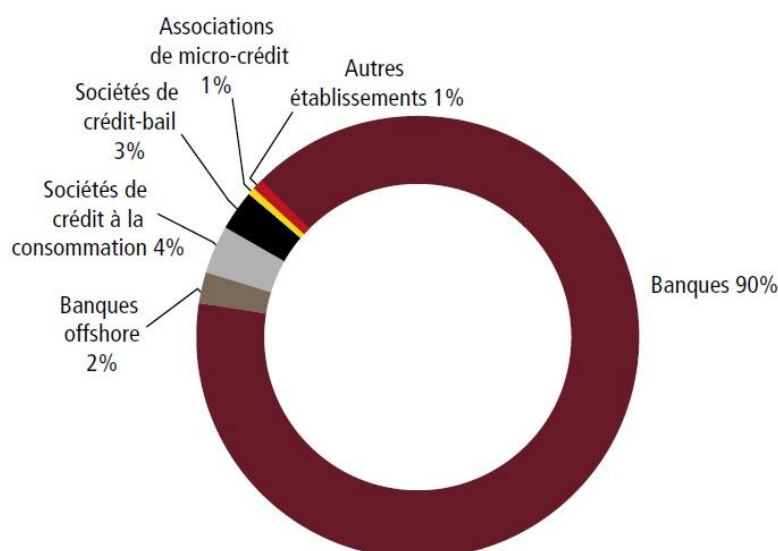
présenter des recommandations de l'ensemble des actions à prendre par secteur bancaire après la période de la crise.

1- La structure du système bancaire marocain et la supervision de la banque centrale

1.1 Présentation de secteur bancaire marocain

La structure du système bancaire marocain n'a connu aucun changement, au terme de l'année 2020, elle comporte toujours 24 établissements bancaires, dont six cotées en bourse. Ce secteur est généralement dominé par trois grandes banques (La Banque Populaire, Attijariwafabank, Bank of Africa) d'importance systémique, qui détiennent des capitaux privés et la plupart sont marocains. Ces actifs représentaient 62,9 % du total des actifs, 61,5 % du total des prêts alloués et 63,7 % du total des actifs recouvrés. Les dépôts en 2019 étaient respectivement de 63,3 %, 62,2 % et 64 %. Elles exercent leurs activités sur le marché intérieur par l'intermédiaire de 3 406 succursales, et principalement par l'intermédiaire de 51 filiales et 22 succursales à l'étranger.

Figure 1 : La composition du secteur bancaire-Part dans le total actif en 2020



Source : Bank Al Maghrib

1.2 Les mesures prises par la banque centrale

Dans le but d'encourager la souscription des crédits soit par les ménages ou bien les entreprises afin de relancer l'activité de l'économie nationale, la Banque Centrale du Maroc a réalisé un assouplissement de sa politique monétaire par la mise en place de plusieurs mesures, en commençant tout d'abord par la baisse de son taux directeur à deux reprises (de 2,25% à 1,5%), ensuite la libération intégrale du compte de la réserve obligatoire des banques et après le triplement des capacités de refinancement des banques auprès d'elle. En ce qui concerne la mise en place d'un plan prudentiel, Bank Al Maghrib a assoupli temporairement le coussin réglementaire de liquidité, par réduire de 50 points de base le coussin de conservation des fonds propres prudentiels, afin de maintenir le coussin en fonds propres contra cyclique à 0%, par inciter les banques à ne pas distribuer les dividendes de l'exercice 2019, la chose qui a permis l'augmentation des fonds propres comptables des banques de 6,5% (contre 10,4% en 2019) pour s'établir à 145 milliards de dirhams en 2020.

Par ailleurs, afin d'évaluer la solidité des banques face aux conséquences de cette crise, la banque centrale a réalisé, deux exercices de macro stress tests en juin et décembre 2020, avec l'assistance technique du fonds monétaire international, dans le but de simuler des chocs sur la base d'une contraction du produit intérieur brut de 5% pour l'exercice de juin et de 10% pour celui de décembre. Généralement, les résultats des tests ont montré une meilleure résilience du secteur bancaire marocain. S'agissant des outils macro prudentiels, la banque centrale a déterminé des mécanismes pour surveiller les risques liés aux secteurs immobiliers ainsi que ceux des ménages, par l'établissement d'une analyse des reportings trimestriels établis par les banques, ainsi la réalisation d'un suivi de l'évolution des ratios « prêt sur valeur » et « service de la dette rapporté aux revenus des ménages ». Bank Al Maghrib a également poursuivi ses efforts pour développer un cadre réglementaire qui consiste la mise en œuvre des instruments spécifiques pour les banques et groupes financiers d'importance systémique.

2- L'impact de la crise sur le secteur bancaire marocain

L'année 2020 a été marquée par une profonde récession liée à la pandémie de Covid-19, qui n'a pas manqué d'affecter les indicateurs du système bancaire marocain. Cette crise a créé des chocs financiers à cause des fluctuations cycliques de l'économie mondiale, qui ont déclenché une crise financière comme celle de 2008 qui a eu des effets délétères sur le système bancaire comme l'évolution de l'insolvabilité des entreprises et des ménages, ce qui a engendré une inquiétude sur la solvabilité ainsi il a déclenché un rationnement du crédit, les effets néfastes de cette crise économique a créé une instabilité financière, qui a eu un impact sur les perspectives de la reprise économique. Donc, les principales banques nationales centrales du G20 ont annoncé un soutien monétaire fort à ce stade du cycle du crédit et des hausses risquées du crédit. Pour cela, la Banque centrale européenne et la Réserve fédérale américaine ont opté à la baisse des taux directeurs, ainsi la réalisation des rachats massifs d'actifs et de dettes souveraines dans le but de soutenir le marché obligataire afin d'éviter une envolée des primes de risque sur la dette des États les plus touchés par la crise.

Pour sortir de cette crise de récession, il est important d'instaurer une stratégie économique qui vise à encourager les entreprises ainsi que les ménages à souscrire des crédits. Cette stratégie va permettre l'évolution de la masse monétaire auprès des banques. C'est à ce niveau qu'interviennent la théorie monétaire et les sciences économiques : il faut maintenir la masse monétaire dans l'économie. La masse monétaire peut être définie comme la somme de la monnaie fiduciaire (billets et la monnaie) ainsi la monnaie scripturale qui est constituée de l'ensemble des dépôts bancaires des ménages et des entreprises

La souscription des crédits va approvisionner les comptes bancaires, la chose qui va permettre de maintenir la masse monétaire qui circule dans l'économie nationale au même niveau que celle avant la période de la crise.

Pour mieux comprendre cette théorie, on suppose que la masse monétaire avant la crise a été 1 milliard de dirhams dans l'économie nationale, donc elle peut être réduite à 500 millions de dirhams en raison des restrictions du confinement, donc si les agents économiques ne souscrivent pas prêt d'argent. Par conséquent, si les entreprises qui ont cessé leurs activités ne bénéficient pas du soutien du système bancaire pour les aider à compenser la baisse temporaire du chiffre d'affaires, donc elles ne pourront plus payer leurs fournisseurs et leurs honoraires fixes (loyer, salaires, etc.). Alors nous assisterons à l'effondrement de l'activité économique et la faillite massive des entreprises qui va engendrer l'augmentation du taux du chômage. Ainsi il aura un déséquilibre au niveau de l'offre et la demande.

Pour le cas contraire, ou le système bancaire a été mobilisé pour soutenir l'économie nationale via une contribution remarquable au niveau des emprunts, les conséquences seraient positives

pour l'économie nationale. Ainsi La contribution de la masse monétaire dans le circuit économique est importante, elle peut être matérialisée dans le schéma suivant :

Souscription de crédit → octroi de crédit → couvrir les charges → mobilisation des agents économiques → augmentation de l'approvisionnement des comptes → maintenir l'équilibre de la masse monétaire → l'évolution de la circulation de la monnaie → la reprise de l'activité économique → la relance de l'économie nationale après la crise.

En effet, Malgré les mesures de précaution prises par les autorités financières et réglementaires, le Maroc, comme tout autre pays, reste profondément affectée négativement par la crise. En revanche, la supervision de Bank Al Maghrib du secteur bancaire et l'adoption d'une réglementation stricte ont permis au secteur de résister aussi bien en interne à la propagation de la crise socio-économique qu'aux chocs externes, notamment grâce à l'adoption progressive des règles prudentielles et comptables, au cours de la dernière décennie (2009-2019), les établissements bancaires marocains ont pu se constituer suffisamment de fonds propres et de liquidités. Cependant, le choc économique provoqué par cette crise sanitaire a eu un impact négatif sur la rentabilité ainsi la qualité des actifs du secteur bancaire marocain. En conséquence, le résultat net cumulé des banques sur base sociale a chuté de 43,2 % pour atteindre 6,8 milliards de dirhams en 2020, qui a été la plus forte baisse réalisée pendant la dernière décennie. La crise sanitaire a engendré notamment une forte augmentation du coût du risque d'environ 74,1% pour arriver à 12,5 milliards de dirhams et aussi a augmenté sa part du revenu d'exploitation total à 47% contre 28% en 2019. En plus des coûts à haut risque, dont les coûts ponctuels associés aux dons au Fonds spécial Covid-19. En termes de qualité du portefeuille de prêts de la banque, la détérioration des créances en souffrance a fortement augmenté de 13,9% pour atteindre un total de près de 80 milliards de dirhams, et le taux de défaut est passé de 7,5% à 8,2%.

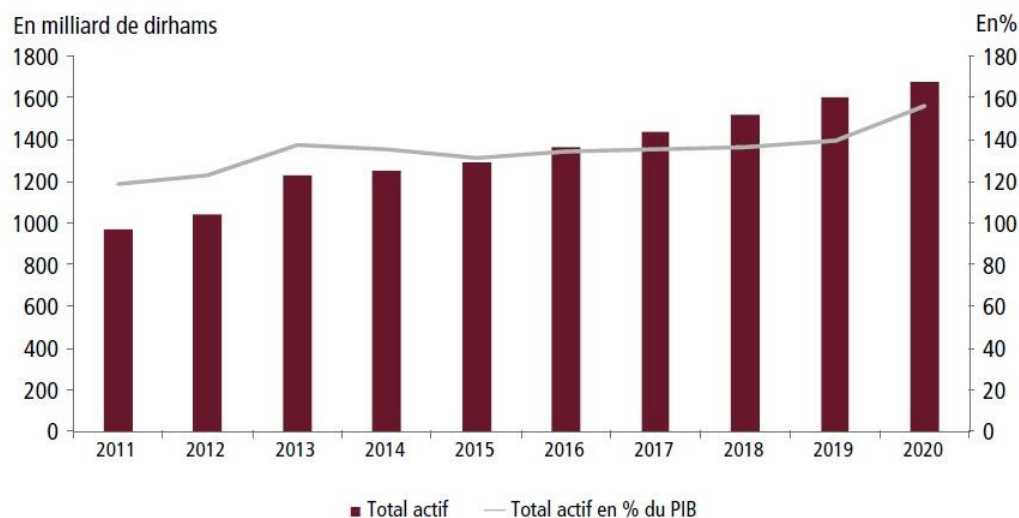
En 2020, le résultat net agrégé des banques a fortement chuté, qui est considéré la plus forte baisse de la dernière décennie. Cette contreperformance s'explique principalement par une forte hausse du coût du risque, ainsi une augmentation des charges non courantes des banques en raison de leur participation au fonds spécial Covid-19. En conséquence, La rentabilité moyenne des actifs (ROA) a connu une chute de 0,5 % en 2020 contre 0,9 % en 2019, comme celle des fonds propres (ROE) qui a aussi baissé pour arriver à 4,8% après 9,4% une année auparavant. Malgré tous ces résultats négatifs, les banques ont réussi d'augmenter leurs fonds propres qui sont devenus supérieurs aux minimas réglementaires, grâce aux mesures de soutien accordé au secteur ainsi qu'aux agents économiques. Car le secteur a eu la capacité d'évoluer le ratio de fonds propres moyen, pour arriver à 15,7% contre 15,6% en 2019 et 14,7% en 2018. Ainsi, une augmentation, du ratio moyen de fonds propres du secteur, qui s'établit à 15,7%, contre 15,6% un an plus tôt et 14,7% en 2018. De son côté, le ratio Tier 1 s'améliore à 11,4% contre 11,5% en 2019 et 10,9% en 2018. Dans ce contexte, la réalisation d'un exercice macro stress de solvabilité qui a été basée sur les prévisions économiques de juin 2021 de la banque Al-Maghrib a pu démontrer que les banques ont réussi à bien réagir contre la crise du Covid-19 et maintenir la conformité aux exigences réglementaires, notamment en raison des coussins de financement.

2.1 Progression modeste de l'activité bancaire

Malgré la situation du ralentissement économique provoqué par la crise du Covid-19, l'activité bancaire a pu réaliser une croissance soutenue en 2020 en raison des mesures prises par le gouvernement et Bank Al Maghrib pour soutenir l'économie nationale et surtout le secteur bancaire. En ce sens, la globalité des actifs bancaires s'est établie à 1 508 milliards de dirhams, une augmentation de 5,7 % par rapport à 5,8 % en 2019. Ce qui présente 138% du PIB, qui a été 124% en 2019 et 122% en 2018. Cette proportion a considérablement évolué

sous l'influence de la contraction du produit intérieur brut nominal en 2020. Affecté par les retombées de la crise covid-19, ce dernier retrouve des niveaux comparables à 2017.

Figure 2 : Évolution de la taille du secteur bancaire marocain

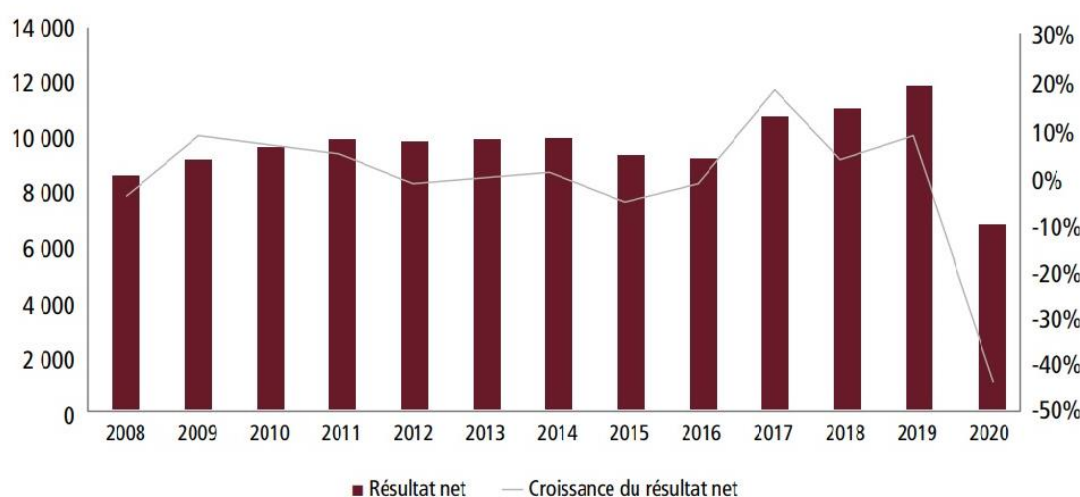


Source : Bank Al Maghrib

2.2 Le repli de la rentabilité des banques

La rentabilité du secteur bancaire a réalisé un repli de 43,2 % l'équivalent de 6,8 milliards de dirhams, qui a été la plus forte baisse de la dernière décennie. Ce repli était à cause de la forte évolution de coût du risque qui a été engendré par l'impact de la crise sanitaire, ainsi que de l'augmentation des charges non courantes en raison de la contribution du secteur bancaire au fonds spécial Covid-19.

Figure 3 : Évolution du résultat net des banques marocaines, en million de dirhams



Source : Bank Al Maghrib

Dans ce contexte, les ratios de la rentabilité du secteur ont été influencés par une forte baisse des performances. En conséquence, La rentabilité moyenne des actifs (ROA) est tombée à 0,5 % contre 0,9 % en 2019, tandis que le rendement des capitaux propres (ROE) est tombé à 4,8 % contre 9,4 % un an plus tôt. Le Produit Net Bancaire (PNB) cumulé du secteur bancaire marocain en 2020, a été caractérisé par la stagnation, il s'est établi à 49,5 milliards de

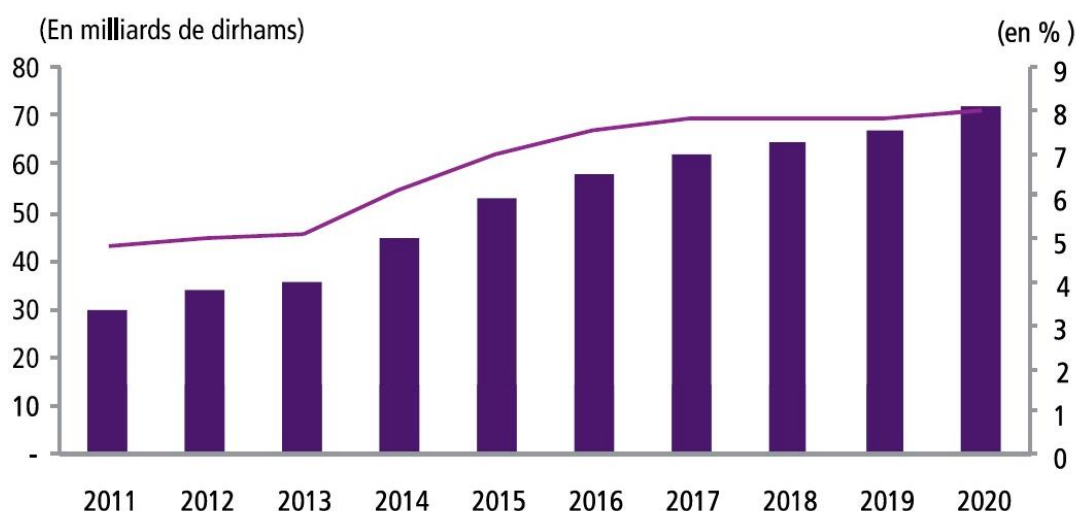
dirhams, compensant la diminution des marges de commissions (-4,7%), ainsi une évolution de la marge d'intérêt (+3,4%) portée par l'effet du volume et une stagnation du résultat des opérations de marché. Les trois grandes banques systémiques notamment, avec leur PNB cumulé de 30 milliards de dirhams, ont reculé de 3% par rapport à 2019.

La part de la marge d'intérêt reste prépondérante, passant de 65% en 2019 à 68% en 2020, soulignant l'importance globale des activités bancaires traditionnelles. La marge de commission était de 15%, contre 16% en 2019, tant que la part du résultat opérationnel du marché est restée stable autour de 17 %.

2.3 La hausse des créances en souffrance

Le portefeuille de créances douteuses détenu par les banques marocaines a connu une évolution de 13,9 % pour atteindre près de 80 milliards de dirhams en 2020.

Figure 4 : Évolution des créances en souffrance



Source : Bank Al Maghrib

La hausse est due à la dégradation de la situation économique à cause de cette crise sanitaire, qui a exacerbé les difficultés des entreprises ainsi, elle a augmenté les impayés des ménages fragilisés par l'arrêt d'activité et les pertes d'emplois surtout que le taux de chômage a connu une évolution importante, car il a passé de 9,2 en 2019 à 11,9 % en 2020. L'encours de la dette des crédits octroyés par les ménages a connu aussi une augmentation de 19,2%, pour arriver à 28 milliards de dirhams, en ce qui concerne les créances non performantes des entreprises ont évolué de 11,2 %. Le secteur d'activité qui a le plus souffert est le secteur du commerce (+16,8%), suivi de l'hôtellerie (+9,7%), de la construction³⁴ (+4,8%) et de l'industrie (+2,8%). Globalement, le taux de sinistralité moyen du secteur bancaire a atteint 8,2% contre 7,5% en 2019. Ce taux est moyen pour les trois banques systémiques 7,5 %, en hausse de 0,9 point de pourcentage par rapport à 2019.

Par catégorie, l'encours des prêts douteux représentait encore plus de 82% du total des prêts non performants, il a réalisé une forte hausse de 13,8% à 65,1 milliards de dirhams contre +2,1% en 2019. Les créances pré-douteuses et douteuses ont enregistré un excédent de 1,7 milliard de dirhams et de 142 millions de dirhams, respectivement, avec une participation de 7 % et 11 %, respectivement.

2.3.1 L'augmentation du risque de solvabilité des ménages

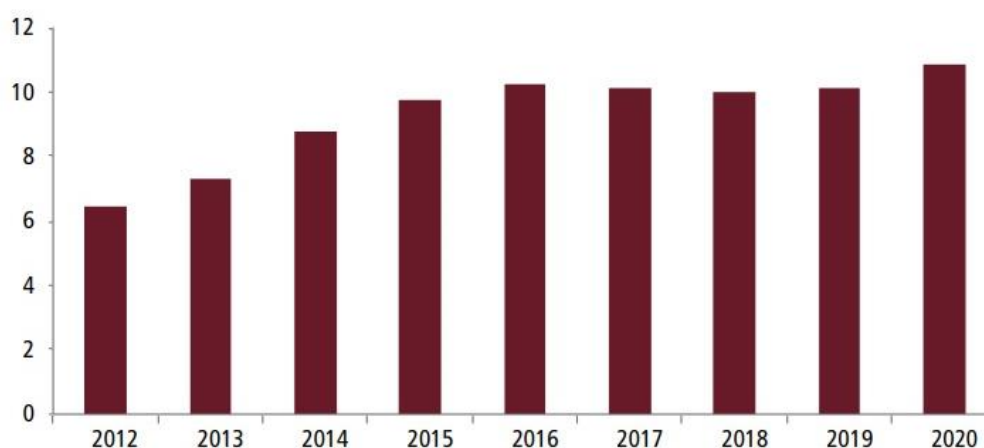
Pendant l'année 2020, la solvabilité des ménages marocains a été influencée par l'impact de cette crise sanitaire, entraînant une dégradation globale de la qualité de leurs créances, comme en témoigne le nombre important des demandes de reports de crédits bancaires qu'un

grand nombre de ménages ont bénéficié dans un contexte de difficultés, ainsi l'augmentation significative des créances douteuses qui se sont augmentées de 21% par rapport à 2019 pour arriver à 35,5 milliards de dirhams, cela reflète en partie les conditions du marché du travail, avec une perte nette de 432 000 emplois en 2020 (le taux de chômage est passé de 9,2 % en 2019 à 11,9 % en 2020). L'augmentation des créances en souffrance détenues par les ménages pendant la période de la pandémie était la plus élevée pendant ces dernières années, avec un excédent de 6,2 milliards de dirhams. Le taux de défaut est passé à 9,6% en 2020 après qu'il a été 8,2% en 2019 et 7,8% en 2018

2.3.2 Évolution du taux des dettes en souffrance des entreprises.

La récession économique ainsi l'arrêt d'activité de plusieurs entreprises à cause des restrictions sanitaires et la baisse de la demande ont été les principaux facteurs qui ont engendré d'une manière significative l'augmentation des créances en souffrance (CES) pendant l'année 2020. En ce sens, l'encours de CES a atteint 57,2 milliards de dirhams, contre 51,4 milliards en 2019. Donc ils ont augmenté de 11,3 % en 2020, contre une augmentation de 5,8 % en 2019. Aussi, compte tenu de volumes de crédit prolongés jusqu'en décembre 2020, le niveau des créances en souffrance a été détérioré en 2021 à cause de l'évolution de volumes de crédit prolongés et la suspension de l'échéance du prêt en cas de difficultés persistantes des paiements et les conditions commerciales défavorables qui ont augmenté le nombre de factures impayées. Grâce à ce mécanisme, 32 835 entreprises ont bénéficié d'un encours global de crédit de 49,3 milliards de dirhams, en décembre 2020, qui a généré à cette date 4,6 milliards de dirhams. Donc le taux de défaut des entreprises, qui ont des créances en souffrance dans la globale dette bancaire des entreprises, a enregistré une évolution de 83 points de base pour s'établir à 10,9% en 2020. Cette augmentation de la sinistralité s'étend à la majorité des domaines d'activités, mais d'une manière relative. L'impact visible de la crise du Covid-19 a impacté directement certains secteurs d'activités, notamment « Tourisme et hôtellerie » qui se distinguent par les taux d'encours moyens les plus élevés, à 21,8 %, suivi par les sociétés industrielles qui ont enregistré un taux de défaut qui s'élève à 15,8 % et finalement le commerce avec un taux de 13,4%.

Figure 5 : Évolution des taux des dettes en souffrance des entreprises marocaines en pourcentage



Source : Bank Al Maghrib

2.4 L'augmentation des provisions

L'accroissement des créances en souffrance a obligé les banques en termes de couverture, et pour faire face à la hausse du règlement des sinistres, augmenté le niveau des provisions spécifiques de près de 13% qui a été 7,3 % en 2019, via un taux de couverture moyen de 69

%, qui ressort à 77% des créances compromises, ainsi 52% pour les créances douteuses et 7% pour les créances pré-douteuses. Le taux de couverture moyen pour les trois banques qui détiennent la grande part du marché marocain s'est maintenu à 68 %.

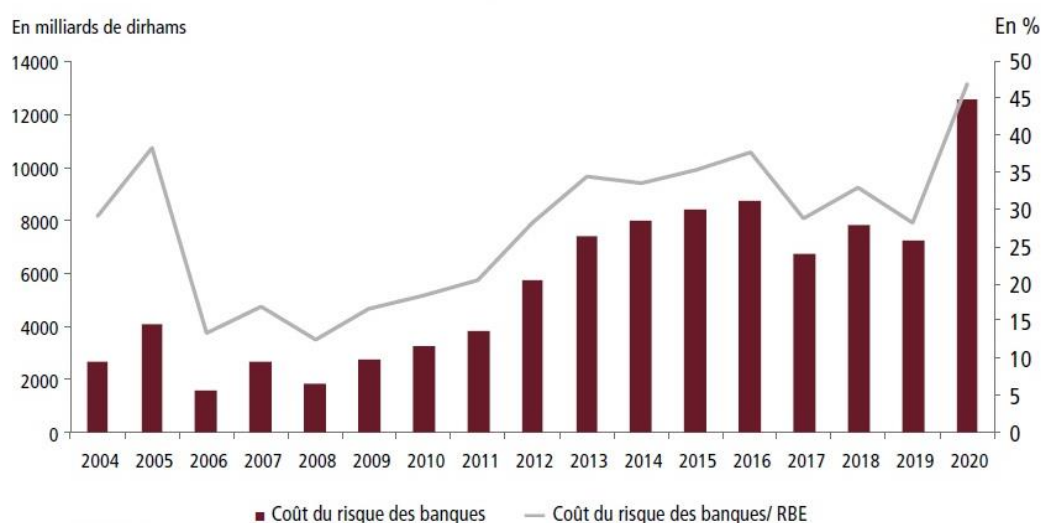
Les banques marocaines ont établi des provisions à caractère général, elles ont totalisé 13,7 milliards de dirhams, dont 9 milliards de dirhams constitués par les trois grandes banques marocaines, ce qui est considéré comme une évolution de 27,7% par rapport à fin 2019. Avec les fonds propres prudentiels, les provisions constituent des coussins prudentiels qui sont conçus pour couvrir les dettes sensibles, protégeant ainsi les banques en cas de choc de crédit.

2.5 L'évolution de coût du risque

Parmi les effets de la crise sanitaire sur le système bancaire, c'est l'évolution du risque de crédit qui a connu une augmentation notable de 74,1% en 2020, après avoir chuté de 8,1% en 2019, pour atteindre 12,5 milliards de dirhams, dont 7,7 milliards pour trois banques systémiques. L'évolution des dotations des provisions pour les créances en souffrance de 50,7% a engendré une détérioration, ainsi les autres dotations nettes de reprises ont été triplées pour arriver à 3,5 milliards de dirhams, qui sont liées aux provisions qui concernent les risques généraux constitués par les banques dans le but de couvrir l'augmentation du risque de crédit.

Le coût du risque rapporté au résultat brut d'exploitation a connu une hausse de 47% en 2020 contre 28,2% une année auparavant, quant à sa part dans les encours de crédit est passée de 0,8 % à 1,3 %.

Figure 6 : Évolution de coût du risque des banques marocaines



Source : Bank Al Maghrib

2.6 La baisse de taux directeur

Pour sauver l'économie nationale de la récession, la banque centrale a été obligée de baisser le taux directeur qui est un taux d'intérêt sur lequel la banque centrale prête de la monnaie aux banques commerciales. Donc, l'objet principal de cette baisse c'est pour permettre à la banque commerciale d'accorder des crédits avec un taux bas afin d'encourager les clients à souscrire des crédits pour stimuler la demande et augmenter la consommation. Pour cela, Bank Al Maghrib a procédé à deux baisses pour refinancer les banques afin qu'elles aient de la liquidité suffisante, et pour pouvoir accorder des crédits, donc cette baisse de taux directeur va répercuter sur le client. Cependant la baisse de taux directeur impacte négativement la marge des banques commerciales. Pour cela, la baisse des taux d'intérêt, ils ont eu une influence sur les marges commerciales qui ont connu une baisse de 0,06 %, passant de 3,82 % à 3,76 %, en

raison d'une baisse de 17 points de base des rendements moyens des prêts et de 11 points de base des dépôts.

La baisse de la marge d'intérêt et celle des commissions, ainsi que les résultats de l'activité du marché et les fortes baisses des autres produits bancaires (principalement dues à la baisse des dividendes perçus par certaines banques) ont engendré un repli du PNB de 2,0% à 36,1 milliards de dirhams fin 2020. Les taux d'intérêt débiteurs ont enregistré une baisse surtout pendant le quatrième trimestre de 2020 qui concerne les comptes débiteurs et les crédits de trésorerie, en plus des taux d'intérêt sur le marché secondaire des bons du Trésor, en particulier des bons du Trésor à long terme, qui ont baissé par rapport à l'année précédente. Les coûts de financement des banques ont également diminué, principalement en raison de la baisse des taux d'intérêt sur les dépôts et de deux baisses des taux d'intérêt de référence de 75 points. 2020 Basique.

2.7 L'augmentation du volume des crédits

Pendant le mois d'avril 2020, le crédit bancaire a connu une évolution très importante, il s'est accéléré à 6,7 %. D'après Bank Al-Maghrib « L'évolution de crédit bancaire s'est accélérée, en glissement annuel de 5,3% en mars à 6,7% en avril 2020, avec un accroissement des concours du secteur non financier de 6,5% à 7,1% ». Cette évolution est due à la croissance accélérée de 9,6% à 11,4% des crédits aux sociétés non financières privées.

De même, les crédits aux sociétés non financières publiques ont augmenté de 1,2 % après une baisse de 3,6 %. Cette augmentation du volume des crédits accordés grâce à la mise en place de plusieurs mécanismes de garantie des crédits Covid-19 qui ont été activés depuis le début de confinement, comme celle qui a été mise par le comité de veille économique : « Daman Oxygène » et « auto entrepreneur » qui sont destinés aux TPE impactées par la crise.

Donc le secteur bancaire marocain était l'accompagnateur et le sauveteur de l'économie nationale, car en examinant les structures d'endettement des banques, on peut révéler que les sociétés marocaines ont contracté des emprunts supplémentaires principalement pour faire face à leurs besoins de trésorerie pendant la période de la crise, illustré par une augmentation significative de 12,5% de l'encours de trésorerie. 100 millions de dirhams, soit 41% de la dette de la banque. La dynamique que connaissent les prêts de trésorerie s'explique par les mesures d'accompagnement et de redressement déployé par les pouvoirs publics, notamment le système de garantie de l'État, le produit « Damane Oxygène ». Les prêts dans le cadre des dispositifs « Damane Relance » et « Damane Oxygène » ont culminé près de 53 milliards de dirhams fin 2020, presque 66 200 entreprises bénéficiaires. L'augmentation du volume des crédits de trésorerie est due à la diminution des emprunts d'investissement à cause de l'absence de visibilité de la situation ainsi la difficulté de la reprise de leurs activités et la tendance à retarder les projets de développement des investissements dans un contexte d'incertitude et de ralentissement de la demande.

Par ailleurs, les crédits bancaires destinés pour les besoins de financement des biens d'équipement des entreprises s'élèvent à 48% de la dette bancaire totale à fin 2020 et la dette bancaire destinée au financement de la promotion immobilière ont baissé de 2,6% et 0,5% en 2019 après des hausses de 4,2% et 3,2% respectivement l'année. Ainsi la croissance des crédits au secteur non financier a été ralentie de 3,8% fin 2020 contre 5,5% en 2019, à cause de la récession économique engendrée par la crise du Covid-19.

2.8 Le report des échéances de crédit

Le choc économique rigide causé par la pandémie de Covid-19 ainsi que les mesures sévères de confinement imposées ont eu un impact majeur sur l'économie. En effet, la pandémie a entraîné un ralentissement et parfois un arrêt complet de l'activité de certaines entreprises, ce qui a engendré la perte de revenus pour plusieurs ménages, donc les consommateurs et les

entreprises ont subi de lourdes pertes de revenus. A cet effet, le comité de veille économique covid-19 et Bank Al Maghrib ont demandé aux banques commerciales d'offrir la possibilité d'un report sur demande pour une durée de 4 mois sans frais ni de pénalités, ce qui consiste à reporter le paiement des échéances de crédits et de leasing amortissables au bénéfice des ménages et des entreprises directement impactées par la Covid-19.

Pour cela, les banques commerciales ont mis des options pour bénéficier du report, et c'est le client qui choisit l'option qui lui convient parmi ces trois :

- le maintien de la durée initiale avec augmentation du montant de l'échéance ;
- l'extension de la durée initiale d'une durée équivalente à celle du report avec impact sur le montant de l'échéance ;
- l'extension de la durée initiale et le maintien du montant de l'échéance ;

Pour les crédits FOGARIM, les échéances reportées sont décalées automatiquement à la fin de la durée du crédit

Cependant, ce report des échéances de crédit a engendré des charges de plus sur le client, notamment des primes d'assurance qui ont été ajoutées, parce que la durée est augmentée, donc le report de crédit a fait l'objet de paiement d'une prime d'assurance au titre du contrat décès de l'emprunteur pour couvrir la durée rajoutée. Cette prime a été calculée en fonction de la nouvelle durée et du capital restant dû. Ainsi, le paiement des intérêts intercalaires par le client, parce que le report de l'échéance du crédit signifie une suspension temporaire des remboursements du crédit (capital et intérêts). Les intérêts courus pendant la période de report ont été à la charge et payés par le client selon les modalités prescrites.

En revanche, les clients qui ont pu bénéficier de l'exonération des intérêts intercalaires, seulement lorsque le cumul des échéances de leurs crédits immobiliers octroyés par la Banque a été inférieur ou égal à 3000 DH et celui des échéances des crédits à la consommation octroyés par la Banque a été inférieur ou égal à 1500 DH.

Donc, les banques marocaines ont traité plus 500 mille dossiers de demande de report, dont 93,5% au profit des particuliers et 6,5% concerne les entreprises, avec un encours de crédit s'élevant à 116,6 milliards de dirhams à fin décembre 2020. Un grand nombre des entreprises ont profité de délais prolongés dont 84,8 % ont été des TPME, suivies par GE 15,2 %. Qui sont répartis par secteur d'activité, le secteur industriel, l'hôtellerie et la restauration représentent chacun jusqu'à 13 % du montant de report, suivis des transports et communications (11 %), du commerce (10 %) et BTP (9 %).

2.9 L'évolution de la circulation la monnaie fiduciaire

La déclaration de l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire national pour faire face à la propagation de la pandémie a créé un sentiment de panique chez les citoyens, ce qui a provoqué une ruée vers les retraits aux guichets automatiques bancaires, en plus des versements des aides en cash dans le cadre de l'opération Tadamoun. Ainsi l'évolution de la consommation pendant la période du Ramadan et celle de Aïd al-Adha. Tous ces facteurs ont engendré la hausse de la circulation de la monnaie fiduciaire.

Cependant, L'augmentation des besoins de liquidité bancaire a passé de 64,1 milliards de dirhams en décembre 2019 à 83,4 milliards de dirhams en décembre 2020, cela est dû à l'augmentation de 20,1% de la monnaie fiduciaire qui circule. Dans ce contexte, l'encours des interventions de la banque centrale a augmenté en moyenne de près de 15,6 milliards de dirhams, ainsi les ressources des banques pour le refinancement par émission obligataire a aussi connu une évolution.

Par conséquent, la banque centrale a surveillé la situation de liquidité de l'ensemble des établissements bancaires marocains en prenant les mesures qui permettent d'assurer la liquidité nécessaire pour l'ensemble des établissements bancaires, car le besoin de la liquidité bancaire qui a atteint 90,2 milliards de dirhams en moyenne hebdomadaire contre 76,6

milliards en 2019 .Par rapport à 2019, la hausse hebdomadaire a été en moyenne de 44 milliards de dirhams, contre 18,5 milliards de dirhams en 2019. Cette évolution a eu un impact partiellement compensé par une augmentation moyenne des avoirs de réserve officiels de 29,2 milliards en moyenne au lieu de 2,9 milliards en 2019. Pour cela Bank Al Maghrib a augmenté le volume global des injections d'un capital de 77,6 milliards en moyenne par semaine en 2019 à 96,3 milliards en 2020. Ceci est effectué par le recours, à des opérations de pension livrée entre un et trois mois pour un montant moyen de 29,6 milliards, alors que les avances de 7 jours ont été cumulées en moyenne 42,5 milliards contre 73,8 milliards en 2019. L'augmentation de l'injection de liquidités au profit des banques a été en raison de la liquidité bancaire en dirhams qui se resserre après une expansion historique. Cependant, la circulation monétaire a augmenté de 20% après 7% en 2019, atteignant ainsi 319 milliards de dirhams Fin 2020, ainsi les avoirs en devises des banques ont connu aussi une hausse dans le but est de renforcer les réserves de change, qui ont augmenté à l'équivalent de 29,2 milliards de dirhams, qu'il s'élevait en moyenne à 2,9 milliards de dirhams en 2019.

3- Le secteur bancaire Post COVID-19 : enseignements et recommandations

Le système bancaire marocain est beaucoup plus solide actuellement qu'il ne l'était lors de la crise financière de 2008, cela est dû grâce à la mise en œuvre des réformes de la réglementation financière initiées par le comité de Bâle. Les banques marocaines ont été largement assurées grâce au durcissement des normes prudentielles et comptables au cours de la dernière décennie, et disposent désormais de coussins de sécurité en fonds propres et en liquidités. Cependant, le contexte actuel de crise sanitaire du Covid-19 et de ralentissement économique Bank Al-Maghrib, à l'instar des autres banques centrales, a adopté une série de mesures qui concernent la politique monétaire et elle a décidé d'assouplir certaines exigences réglementaires en matière de liquidité, de capital et de réserves de créances pour encourager l'octroi de crédit pour les entreprises ainsi que les ménages pour relancer la croissance économique et le développement social.

Malgré l'impact de la crise du COVID-19 et son impact économique, les banques marocaines commencent à reprendre lentement leurs activités normales en attendant que tous les pays reviennent à la normale. Pour que le secteur bancaire marocain puisse faire face aux futures crises sanitaires, économiques et financières, il doit exiger le changement de l'écosystème financier actuel, par un écosystème cohérent, complet et enrichi qui se forme grâce à la synergie et à la coopération entre les différentes banques, marchés de capitaux et compagnies d'assurance.

Un ralentissement notable des principales économies de financement en 2020, ainsi qu'une reprise modeste en 2021, expliquent les prévisions, alors que les gouvernements prennent des mesures pour contenir la pandémie de COVID-19

La crise sanitaire a été une occasion pour assurer une croissance plus intégrée et transformatrice, via une normalisation, et une concentration du rôle sociétal de la technologie par l'adoption massive de la FinTech. A l'heure où la crise sanitaire a impacté l'activité économique mondiale et restreint le commerce international, ainsi l'arrêt de certaines activités économiques dans de nombreux pays, pour toutes ces raisons, il paraît très utile de profiter du progrès technologique par l'accélération et libération dans l'environnement des opportunités pour le potentiel à long terme de la FinTech. Parce que les restrictions et les mesures imposées par l'état d'urgence montrent la nécessité de tirer profit de la technologie et de développer la digitalisation des services bancaires.

Pendant la période de confinement, les banques et les institutions financières dans les pays développés ont déployé des outils numériques pour satisfaire les besoins de leurs clients, ainsi

de réaliser les opérations de transfert et de paiement, toutes ces solutions bancaires ouvertes, ont été gérées via la technologie blockchain et les finances personnelles qui semblent être le domaine le plus concentré et à la croissance la plus rapide.

Comme les précédentes crises financière, économique et sanitaire, la crise du Covid-19 a eu un impact sévère sur l'économie mondiale. Cependant, il est indéniable qu'il y a des leçons à tirer de cette crise, qui a remis en cause les différentes politiques des pays en matière de protection sociale, d'emploi, de santé et de dialogue pour permettre au secteur bancaire marocain de faire face à des prochaines crises. Il est important de prendre les mesures suivantes :

➤ **La valorisation du secteur bancaire** : Le secteur bancaire est l'un des acteurs importants pour la réalisation de l'équilibre économique, car à cause de la baisse de la demande provoquée par le Covid-19, un pourcentage important d'entreprises s'est retrouvé dans l'incapacité de respecter leurs engagements et ont recouru aux prêts bancaires, ce qui les a incitées à baisser leurs frais. Donc parmi les mesures à prendre par les autorités c'est de veiller à la protection des entreprises et des sociétés contre la faillite et à aider les personnes dans le besoin et les familles vulnérables par la valorisation du rôle de secteur bancaire.

➤ **L'évolution de la politique budgétaire** : Les politiques budgétaires et monétaires adoptées par le pays pour se préparer aux prochaines crises, les mesures de précaution prises par les autorités, la propagation mondiale du virus sont autant de facteurs qui impactent l'ampleur de l'influence de la crise sur le système financier. Dans ce sens les institutions financières doivent prendre en compte les risques de crises sanitaires dans leur gestion des risques et leurs « tests de résistance ». En outre, fournir des liquidités au système financier et fournir des prêts ciblés au profit des petites et moyennes entreprises, ménages et groupes vulnérables afin de limiter l'impact de la crise sur le système financier.

➤ **Le développement de la confiance** : L'absence de confiance de la population et le manque de liquidités dans le système financier ont été les principaux facteurs à l'origine de la crise financière. Le rôle du Bank Al Maghrib est très important parce qu'il est considéré comme étant le seul prêteur de dernier ressort est qui peut assurer la reprise économique après cette crise, par la mise en place d'un cadre de résolution des problèmes bancaires. De même, il est devenu primordial dans la réalisation des "tests de résistance" par les banques afin de maintenir la confiance du public dans le système financier.

➤ **La mise en place des systèmes technologiques** : La nécessité de développer et d'accélérer les initiatives de numérisation et de TIC et de les instaurer dans le système bancaire est devenue une priorité, car la transformation numérique va contribuer à un changement majeur dans la façon dont les entreprises fonctionnent et elle va créer de la valeur ajoutée pour les clients et les parties prenantes à l'avenir. La normalisation devrait viser à assurer la continuité des activités et à assurer la stabilité des acteurs du système économique. Cela signifie fournir une plate-forme de développement flexible et fiable afin que les organisations techniques puissent poursuivre leur travail de normalisation en ligne dans un environnement de travail sécurisé, réactif et bien intégré. La banque marocaine doit entrer dans l'ère numérique, car le passage au numérique est devenu essentiel, mais encore très subtil. Il combine plusieurs catégories à la fois. Les banques doivent tenir compte non seulement de l'innovation technologique et du développement de produits, mais aussi de nouveaux modèles commerciaux et de nouveaux concurrents.

➤ **La politique fiscale** : La crise sanitaire du Covid-19 et ses impacts multisectoriels nécessitent la mise en place de trois politiques fondamentales, à savoir : des politiques fiscales flexibles pour soutenir la production et favoriser les groupes vulnérables des politiques monétaires pour soutenir la demande et des politiques sanitaires pour prévenir l'impact de l'épidémie. La politique budgétaire est le meilleur outil de réponse pour lutter contre l'effet négatif du Covid-19.

4- Conclusion

Une crise sanitaire sans précédent qui a démarré en chine et s'est propagée rapidement dans l'ensemble des pays de notre planète, une crise sanitaire qui s'est transformée en crise économique, elle a causé des perturbations simultanées du modèle économique pour la détermination des prix dans une économie mondiale interconnectée. L'économie marocaine n'a pas été épargnée de la récession à cause de la paralysie économique induite par les mesures de confinements imposés pour limiter la contagion. Plusieurs secteurs ont été touchés, notamment le tourisme, l'industrie. Cependant le secteur bancaire marocain a été influencé d'une manière relativement limitée de cette crise parce que les mesures prises après la crise des subprimes ont permis aux banques de faire face à la crise provoquée par la covid-19, car le cadre réglementaire ayant considérablement changé depuis la crise de 2008, révélant les vulnérabilités du secteur bancaire, parfois jugées insoutenables. Pendant la crise de la pandémie, les activités bancaires se sont basées sur l'effet de levier et présentent donc des faiblesses dans leurs opérations du fait que le secteur a été confronté à la fois à une augmentation des coûts et à une baisse des revenus, créant un effet de « ciseau » qui crée des difficultés. La récession de l'économie nationale s'est reflétée sur l'activité bancaire en 2020 ; qui a pour sa part, le secteur a perdu, plus du tiers de sa valorisation. Cependant l'encours du portefeuille de crédit a ralenti à 4,4% contre 5,9% il y a un an. En même temps, la qualité des actifs des banques s'est détériorée, avec une augmentation de 13,9% des créances en souffrance, approchant les 80 milliards de dirhams en 2020, soit une augmentation de 10 milliards de dirhams. Le taux de défaut bancaire aussi a connu une évolution en passant de 7,5 % en 2019 à 8,2% en 2020.

Cependant, le secteur bancaire marocain a réussi une deuxième fois à absorber le choc de la crise, grâce au renforcement du cadre juridique et réglementaire en matière de surveillance de la banque centrale. Donc, le secteur bancaire marocain est censé faire développer son activité, par la digitalisation de ses services, ainsi de renforcer sa relation avec la population dans le but de développer le taux de bancarisation au Maroc qui ne dépasse pas 50 %.

Références

- (1). Évolution des comportements des marocains face à la pandémie de covid-19 : 2ème panel sur l'impact du coronavirus sur la situation économique, sociale et psychologique des ménages (20 Juillet 2020) -HCP
- (2). Guide pratique Audit Interne sanitaire COVID-19 CGEM
- (3). Guide pratique des mesures préventives et sanitaires COVID-19 (Petites et Moyennes Entreprises) CGEM
- (4). Impact de la CRISE covid – 19 sur l'emploi et les TPME au Maroc groupe de la banque africaine de développement
- (5). La 2ème enquête Baromètre des impacts du COVID-19 sur les entreprises CGEM
- (6). La situation du marché du travail au deuxième trimestre de 2020 (7 Août 2020) HCP
- (7). Les finances publiques à l'épreuve de la crise covid-19 : Analyses et perspectives CDG capital.
- (8). Les résultats de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, deuxième trimestre de l'année 2020 (11 Juillet 2020) HCP
- (9). Maroc : Intensifier les soutiens face à la pandémie de COVID-19 (16 JUIN 2020) banque mondiale

- (10). Note stratégique : Impact social et économique de la crise du Covid-19 au Maroc (17 Août 2020) HCP
- (11). Point de conjoncture N°38, Juillet 2020 HCP
- (12). Principaux résultats de l'enquête de conjoncture sur les effets du Covid-19 sur l'activité des entreprises (23 Avril 2020) HCP
- (13). Rapport annuel commerce extérieur du Maroc 2020 office des changes
- (14). Rapport de suivi de la situation économique du Maroc - Créer un élan pour la réforme banque mondiale (29 JUIN 2021) banque mondiale
- (15). Rapport l'impact du coronavirus sur la situation économique, sociale et psychologique des ménages HCP
- (16). Rapport sur la stabilité financière - Exercice 2020 NUMERO 8
- (17). Situation économique nationale en 2020 (8 Juin 2021) HCP